Nous ne sommes liés, au Canada, ni par les opinions ni même, nécessairement, par l'expérience pratique d'un autre pays quelconque, mais je dirai néanmoins que ces opinions et les avis analogues,—que notre comité aura, j'espère, l'occasion d'entendre formuler par des organismes semblables au Canada,—auront beaucoup de poids au cours des délibérations du comité.

Il existe, me semble-t-il, une autre raison qui conseillerait la prudence lors de l'étude du premier aspect que présente la question de savoir s'il y a lieu d'abolir la peine de mort ou non. Les arguments de ceux qui préconisent l'abolition de la peine capitale sont, en grande partie, réfutés par l'existence de la méthode du procès devant jury que prévoit notre régime juridique actuel en cas d'accusation de meurtre. Je ne m'en cache pas ni n'hésite à affirmer qu'à tout prendre le régime du jury permet tout à fait d'obtenir des verdicts justes et appropriés dans les procès pour meurtre.

Je parle d'expérience (expérience restreinte, je l'avoue immédiatement) et je fais aussi appel à l'expérience de certains membres de la Chambre et de plusieurs personnes de l'extérieur qui sont bien au courant des procès en matière criminelle. Quant à moi,—compte tenu de mon expérience,—j'ai représenté les divers côtés dans différents procès pour meurtre et étant donné ce que j'ai pu lire sur la question, je conclus qu'il est plutôt rare que le jury se trompe.

Il est bien sûr, je crois, qu'un jury, peu importe ce qu'a pu lui dire le juge, ne prononcera pas un verdict de culpabilité, s'il croit que l'accusé ne doit pas être pendu. Il se peut que le juge indique qu'à son avis rien ne permet au jury d'énoncer un verdict d'homicide involontaire; mais, si le jury est convaincu que l'accusé ne doit pas être pendu, il ne le déclarera pas coupable de meurtre. Voilà ce qui se produit dans la majorité des cas. Peut-être d'autres députés ont-ils constaté qu'il n'en est pas ainsi. Évidemment, les cas d'espèce diffèrent; toutefois, il me semble qu'en somme tel est l'avis de la plupart des gens. Cela, plus que tout, nous donne la certitude que la peine de mort n'aura pas des conséquences injustes ou impitoyables.

J'ai constaté avec plaisir que mes conclusions à cet égard étaient semblables à celles de la commission royale du Royaume-Uni, dont j'ai parlé. Je trouve fort intéressant les passages de son rapport où il est question de cet aspect et de la tendance des jurés à faire preuve de clémence dans leurs verdicts, lorsqu'ils estiment que les circonstances de la cause ne motivent pas une condamnation, même s'il a pu y avoir meurtre en droit strict.

[M. Fulton.]

A la page 8, paragraphe 28, j'extrais la déclaration suivante du rapport:

Après avoir tenu parfaitement compte que les jurés exigent à bon droit une preuve de premier ordre avant de consentir à condamner une personne sous une accusation aussi grave que celle de meurtre, nous avons eu l'impression, d'après les témoignages, que les jurés rendent parfois un verdict d'homicide involontaire et plus rarement un verdict de culpabilité mais de démeure ou d'acquiescement, lorsqu'ils n'ont guère de motifs de douter raisonnablement que l'accusé a été vraiment coupable de meurtre. (Un cas typique, cité par plus d'un témoin, est le meurtre d'une épouse infidèle ou de son amant par un soldat revenu de la guerre.)

Nous partageons l'avis de sir John Anderson: dans de tels cas, il faut attribuer la sentence rendue à la sympathie éprouvée à l'égard de l'accusé et non pas à la désapprobation de la peine capitale ni à l'intention de se soustraire à des responsabilités.

Les membres de la commission donnent aussi, au sujet des témoignages qui leur ont été présentés, le résumé suivant:

Le juge Denning, d'autre part, déclare que "dans un grand nombre de cas où, du point de vue juridique, il y a manifestement meurtre, les jurés déclarent qu'il y a homicide involontaire, parce qu'il n'y a pas lieu, à leur avis, d'imposer la peine de mort". La *Howard League for Penal Reform* précise que les constatations qu'elle a faites depuis un grand nombre d'années confirment la thèse du juge Denning.

Si l'on tient compte de ce que les jurés rendent généralement des sentences justes et fondées sur les faits, et de ce qu'au Canada, de même que dans tous les pays du Commonwealth britannique et dans ceux qui souscrivent au principe voulant que Sa Majesté soit chef du Commonwealth, le droit de grâce ou de commutation de la peine capitale est exercé, il me semble alors qu'on peut soutenir qu'on ne devrait pas à la légère supprimer de notre droit pénal le principe de la peine capitale.

Sans vouloir empiéter sur les attributions du comité, j'ai l'impression qu'un très bref aperçu statistique des expériences faites à cet égard en Angleterre et au Canada saurait à la fois intéresser et éclairer. Le tableau qui figure dans le rapport de cette commission royale indique qu'au cours de la période décennale qui va de 1940 à 1949 inclusivement, le Royaume-Uni pour sa part a eu 1,666 meurtres connus de la police, ce qui a amené 815 arrestations pour meurtre. Des 815 inculpés, 680 furent déférés devant les tribunaux criminels; dans 262 de ces cas, le jury a déclaré l'inculpé coupable et a imposé la peine de mort. Sur les 262 condamnés, 127 furent exécutés.

En d'autres termes, au cours de cette période de dix ans, le meurtre a été suivi dans 7·6 p. 100 des cas d'exécutions. De tous ceux qui ont subi leur procès, 38·5 p. 100 ont été